

**Dominique Bourg  
Philippe Zaouati**

**LA FINANCE FACE  
AUX LIMITES  
PLANÉTAIRES**

**Dialogue entre  
un philosophe et un financier**

Entretien mené par Anne-Cécile Bras

*ACTES SUD*

## LE POINT DE VUE DES ÉDITEURS

De simple outil qui facilite le commerce, la finance est devenue ces cinquante dernières années un mastodonte qui encourage les échanges à tout va, sans préoccupation pour l'habitabilité de la planète... Devant l'urgence écologique, peut-elle jouer un autre rôle que celui de pompier pyromane ? Dominique Bourg et Philippe Zaouati en ont débattu lors d'une résidence d'écriture animée par Anne-Cécile Bras. La rencontre de la philosophie avec le monde de la finance nous apporte un éclairage inédit sur le système actuel et sa capacité à faire évoluer l'économie dans le bon sens, avec une certitude commune : "Même si nous pensons la catastrophe inéluctable, nous devons continuer à agir."

LA FINANCE FACE  
AUX LIMITES PLANÉTAIRES

## DOMINIQUE BOURG ET PHILIPPE ZAOUATI

*Philosophe franco-suisse, Dominique Bourg est professeur honoraire à l'université de Lausanne. Il a participé à l'élaboration de la Charte de l'environnement de 2005 et a présidé le conseil scientifique de la Fondation Nicolas-Hulot pour la nature et l'homme.*

*Fondateur de Mirova, société de gestion spécialisée dans l'investissement durable, Philippe Zaouati a été membre du Groupe d'experts de haut niveau européen (HLEG) sur la finance durable.*

*Journaliste depuis 1997, Anne-Cécile Bras a produit de nombreux programmes radiophoniques et anime "C'est pas du vent", l'émission environnementale de Radio France internationale.*

### DES MÊMES AUTEURS

#### DOMINIQUE BOURG

##### **Derniers livres parus**

*Au cœur des années affreuses, sales et méchantes*, PUF, 2023.

Avec Nicolas Bouleau, *Science et prudence. Du réductionnisme et autres erreurs par gros temps écologique*, PUF, 2022.

Avec Sophie Swaton, *Primauté de vivant. Essai sur le pensable*, PUF, 2021.

*Le Marché contre l'humanité*, PUF, 2019.

*Une nouvelle Terre. Pour une autre relation au monde*, PUF-Quadrige, 2022 (Desclée de Brouwer, 2018).

#### PHILIPPE ZAOUATI

*Finance durable : l'heure de la seconde chance*, Éditions de l'Observatoire, "Et après ? numéro 22", 2020.

*La finance verte commence à Paris*, Rue de l'Échiquier, 2018.

Avec Hervé Guez, *Pour une finance positive*, Rue de l'Échiquier, 2014.

*Investir "responsable"*, Éditions Lignes de repères, 2009.

##### **Romans**

*Discours sur l'état de l'Union*, Le Métier des Mots, 2022.

*Applaudissez-moi*, Pippa, 2020.

*Les Refus de Grigori Perelman*, Pippa, 2017.

*Naufrages*, Les Éditions des Rosiers, 2014.

*La Fumée qui gronde*, arHsens éditions, 2011.

DOMINIQUE BOURG  
PHILIPPE ZAOUATI

# La finance face aux limites planétaires

Dialogue entre  
un philosophe et un financier

Entretien mené par Anne-Cécile Bras

*ACTES SUD*

Ces échanges ont eu lieu dans le cadre d'une résidence d'écriture pendant le festival "Agir pour le vivant" à Arles, du 22 au 28 août 2022.

Les auteurs tiennent à remercier les équipes de Comuna et d'Actes Sud qui ont pris l'initiative de cette rencontre. Ils souhaitent également remercier Éva Sadoun, fondatrice de Lita, et Lucie Pinson, directrice de l'ONG Reclaim Finance, d'avoir eu l'idée de quelques-unes des questions de cet entretien.

## INTRODUCTION

*ANNE-CÉCILE BRAS : Tout d'abord, j'aimerais savoir ce que vous attendez, l'un et l'autre, de cet échange.*

PHILIPPE ZAOUATI : J'attends un échange, précisément, et un double éclairage. Ces dix dernières années, nous avons fait du chemin autour de la notion de finance durable, en réfléchissant à la façon de changer la finance pour la rendre plus compatible avec les enjeux du développement durable, du climat, de la biodiversité. Et aujourd'hui, je m'interroge sur le bilan de ce cheminement. Finalement, vu de l'extérieur, a-t-on abouti à des résultats tangibles ? Ou sommes-nous simplement un alibi pour permettre au système de se perpétuer ? On en discute évidemment entre financiers autour des normes, des labels, des définitions, de ce que sont les critères ESG (environnement, société et gouvernance), etc. Ces concepts suscitent de nombreux débats. Mais – et c'est là ma première attente – il serait éclairant d'avoir également la vision de quelqu'un d'extérieur à ce monde,

quelqu'un qui comprenne que la finance a un rôle important, mais qui veuille nous questionner. En miroir, il me semblerait intéressant d'appréhender certains concepts et une vision philosophique du vivant pour les embarquer dans la finance et dans l'économie : ces outils pourraient accélérer leur évolution. Voilà, en quelques mots, ce que j'attends de cet échange.

DOMINIQUE BOURG : Pour ma part, ce que j'attends de cet échange, c'est d'y voir plus clair dans le domaine très complexe de la finance, aujourd'hui décisif mais au cœur d'un paradoxe. Pourquoi décisif ? Tout simplement parce qu'en matière d'adaptation au dérèglement climatique, en matière de changement du système énergétique, qu'on le veuille ou non, on ne parviendra à rien sans mobiliser de gigantesques ressources financières. C'est là le cœur du paradoxe. Évidemment, ce ne sont pas nos idées – en tout cas pas directement – qui détruisent l'habitabilité de la Terre, mais nos flux d'énergie et de matières. Or, c'est précisément la croissance de ces flux qui sous-tend la création de richesses et la création monétaire. On doit les faire décroître alors même qu'on a un énorme besoin d'investissements. On est vraiment au cœur d'une difficulté gigantesque. Ce paradoxe illustre l'impasse de notre civilisation.

Ce que j'attends de ce dialogue avec Philippe, puisqu'il est un acteur de ce domaine, c'est de

réfléchir avec lui, d'essayer de mieux comprendre cette difficulté, les voies latérales dont on dispose pour s'en sortir, etc.

*Il serait également intéressant pour le lecteur de connaître vos parcours respectifs.*

*Philippe, tu es un acteur du secteur financier mais avec une approche de la finance innovante, peux-tu nous la préciser ?*

P.Z. : Je dirige Mirova, une société de gestion que j'ai créée il y a dix ans avec une petite équipe de professionnels, qui a pour objectif de financer une économie durable. Concrètement, cela signifie investir dans les entreprises les plus vertueuses à travers les marchés financiers, mais aussi dans des projets d'énergie renouvelable, de mobilité propre, d'agroécologie, de conservation des écosystèmes tels que la restauration d'une mangrove au Kenya... On essaie de couvrir un spectre très large, en recherchant toujours un impact environnemental et social positif.

Il est intéressant de souligner que Mirova, constituée au sein d'un grand groupe financier, Natixis, provient du cœur de la finance. Aujourd'hui, nous sommes reconnus comme l'un des acteurs les plus en avance en Europe, voire dans le monde, en termes de finance durable. C'est aussi une belle réussite économique puisque nous gérons près de 30 milliards d'euros. En effet, quoi qu'on pense de la réalité ou de

la vitesse de la transition écologique, celle-ci a démarré sur le plan économique. Les innovations se multiplient, les technologies se développent, et cela crée forcément des opportunités d'investissement. Il y a donc un *business model* aujourd'hui pour investir "vert".

Nous avons voulu faire avec Mirova ce que les informaticiens appellent un *proof of concept*. Autrement dit, démontrer que l'on pouvait faire de la finance responsable à une échelle significative, même si nos 30 milliards ne représentent encore qu'une goutte d'eau en comparaison des gros acteurs de l'investissement comme Amundi en Europe, avec 2 000 milliards d'actifs sous gestion, et au niveau mondial BlackRock, avec plus de 10 000 milliards.

*Qu'est-ce qui t'a conduit à créer Mirova ?*

P.Z. : La création de Mirova est le fruit d'une réflexion personnelle entamée lors de la crise financière de 2007-2008. Je me suis rendu compte que ma génération, composée de matheux et d'ingénieurs, qui a fait irruption dans la finance et les salles de marché dans les années 1980-1990, avait voulu tout modéliser. Et finalement, transformer un métier assez simple consistant à investir dans des entreprises et des projets en un métier extrêmement complexe, quantitatif, imprégné de mathématiques. Les grandes écoles, au lieu de continuer à former ceux qui devaient

construire des ponts ou des centrales nucléaires, ont produit des bataillons de golden-boys. Or, c'est cette complexification qui nous a menés devant un mur quand la crise est survenue. Cette prise de conscience m'a conduit à ce questionnement : comment remettre la finance dans un rôle plus humble de financement de l'économie réelle – un terme auquel je préfère d'ailleurs “la production de biens et de services” ? Comment y intégrer une réflexion sur les impacts environnementaux et sociaux ?

*Dominique, comment devient-on philosophe, en particulier un philosophe vraiment connecté aux enjeux environnementaux ? Est-ce un positionnement à part ?*

D. B. : Probablement. Mais je ne connais aucun philosophe qui puisse expliquer pourquoi il l'est devenu. En revanche, ce que je peux dire, c'est que je suis parti de questions très abstraites, métaphysiques. Le titre du premier livre que j'ai publié était *Transcendance et Discours*. Lorsqu'on écrit ce genre de choses, il est clair qu'on ne cherche pas fondamentalement à avoir un maximum de lecteurs. J'ai ensuite changé franchement d'orientation puisque je me suis intéressé à des sujets de philosophie politique, mais aussi très concrets, liés aux sciences de l'ingénieur. Je me suis penché sur l'économie circulaire, les questions de risques, de dématérialisation des activités économiques, etc.

Mais je dois avouer que face au caractère tragique de notre situation actuelle, je me tourne à nouveau vers des sujets métaphysiques, pour ne pas me suicider immédiatement.

Entretemps, j'ai noué quelques liens, bien qu'assez partiels, avec le monde de la finance. D'abord parce qu'il s'est trouvé que j'ai intégré le comité scientifique d'un fonds de Generali (Génération futures), aux côtés d'autres experts comme les économistes Alain Grandjean ou Jacques Weber. C'était l'un des premiers fonds durables dans les années 2007-2008, et je dois avouer que j'ai découvert un monde que j'ignorais complètement jusqu'alors. J'ai été stupéfait par la manière dont les entreprises étaient évaluées à partir de réponses – à mon avis assez oiseuses – à des questionnaires, puisque les acteurs pouvaient répondre ce qu'ils voulaient. Je parle ici du milieu financier en général, et non de ce que nous tentions de faire. Je me souviens par exemple que Porsche revendiquait alors de figurer parmi les entreprises “durables” ; j'imagine que vous n'avez aucun doute là-dessus ! Ce premier contact avec le domaine de la finance ne m'a guère rassuré quant à la pente suivie par nos sociétés !

*Mais tu as continué à t'intéresser à ce secteur ?*

D.B. : Oui, parce que j'ai ensuite été approché par une petite société d'investissement à Genève

qui pratique l'*impact investing* dans le domaine de l'agroalimentaire. Ils proposent des prêts sur des durées assez courtes, mais assortis de demandes d'amélioration des pratiques. L'impact était alors plus direct et facile à constater. J'appartiens également au comité de mission de deux entreprises : l'une bancaire, La Banque postale ; l'autre de formation, l'école de management de Lyon. Les entreprises à mission ont pour caractéristiques de revendiquer d'autres finalités que le simple enrichissement des actionnaires et d'offrir les moyens de le vérifier.

Enfin, je dois faire le lien avec un aspect plus épistémologique, plus philosophique et critique. Mon ami, le mathématicien Nicolas Bouleau, a vraiment joué un rôle dans ce dont parlait Philippe tout à l'heure, à savoir la mathématisation du monde financier dans les années 1980. À l'époque, il a réussi à lancer son labo de maths de l'École des ponts dans les mathématiques financières, qui constituaient un véritable domaine de recherche. Puis il s'est rendu compte de l'effet délétère de ces instruments et a publié un essai très intéressant. Dans *Le Mensonge de la finance. Les mathématiques, le signal-prix et la planète*<sup>1</sup>, il démontre combien l'efficacité des marchés est un leurre. Cette mathématisation et l'accélération des processus génèrent une volatilité totale des prix des

1. Les Éditions de l'Atelier, 2018.

marchés, qui se trouvent complètement décorrelés de la réalité physique : dès lors, les marchés font écran et perdent tout contact avec ce qu'ils financent.

Pour finir, sous un angle plus épistémologique, la question de la finance ne peut qu'intéresser *a minima* la curiosité du philosophe que je cherche à être.

*Le point commun de vos parcours, c'est votre besoin de vous engager, qui est finalement de nature politique.*

P. Z. : C'est clairement un engagement politique. On ne peut faire bouger les choses que si chacun, dans son rôle, dans son métier, dans sa "case" si l'on peut dire, essaie de concevoir son action comme une brique d'une société, une partie d'un système. Donc, d'une certaine façon, c'est en effet un mouvement politique que nous avons construit ces dix dernières années. Il est politique dans le sens où nous contribuons à élaborer une nouvelle façon d'utiliser la finance, mais aussi de vivre en société, de travailler, de produire, de créer de la richesse, de faire des lois, de créer un cadre juridique. En tant qu'investisseurs, quand nous discutons avec les dirigeants d'une entreprise dont nous sommes actionnaires, nous pratiquons "l'engagement actionnarial". Autrement dit, nous tentons de convaincre ces dirigeants de modifier leur stratégie ou de prendre

mieux en compte leurs impacts sur la nature et le climat. Pour aller encore plus loin, nous avons voulu étendre cet engagement à l'ensemble de nos parties prenantes : non seulement les entreprises dans lesquelles nous investissons, mais aussi les pouvoirs publics, les régulateurs, la société civile, les ONG, les chercheurs... Et pourquoi pas les philosophes finalement ? Cette vision de notre métier qui consiste à ouvrir un dialogue beaucoup plus large me paraît essentielle. On peut appeler cela de la politique.

D. B. : Ma posture est légèrement différente. Au sens où l'entend Philippe, à savoir comment influencer sur l'évolution de la cité, alors oui, la politique m'intéresse vraiment. J'ai été, par exemple, candidat aux Européennes en 2019, mais il ne s'agissait pas d'une expérience politique standard. Nous disposions d'un budget de 29 000 euros (montant des dépenses reconnues par la Commission nationale des comptes), pas même de quoi acheter suffisamment de bulletins à mettre à disposition dans les bureaux de vote. Et à partir du moment où ma candidature a été rendue publique, je ne suis plus passé dans les médias français. D'expert, je devenais "homme politique", et donc beaucoup moins légitime aux yeux des journalistes. Je ne me suis jamais senti "homme politique", mais même si cela avait été le cas, je n'aurais pas pu le devenir ! Cela s'est avéré une expérience sympathique, mais qui

ne m'a pas permis d'accéder aux leviers proprement politiques, ce que je ne désirais d'ailleurs pas. Durant les treize jours de campagne officielle où j'ai enfin pu avoir un accès réduit aux médias, j'ai continué mon boulot d'expert pour faire valoir ce qu'on pouvait encore appeler l'"urgence climatique" – à mon avis, on y est tellement jusqu'au cou aujourd'hui que le terme "urgence" n'est même plus assez fort. De cette façon, j'ai peut-être exercé un petit rôle. Et encore, assez ridicule puisque le temps médiatique alloué aux différentes listes était proportionnel à la présence d'élus dans les listes. Or, je n'avais que deux députés ; autrement dit, mon temps de parole publique était d'environ une vingtaine de minutes. La seule émission où j'ai pu m'exprimer, c'était sur une radio arabo-phone où j'ai parlé français, ce qui évidemment n'était pas décompté de mon temps de campagne. Alors on ne peut pas dire que j'aie fait de la politique. D'ailleurs, compte tenu d'un accès chiche aux médias et sans moyens pour organiser des meetings, je suis persuadé que je ne suis pas pour grand-chose dans les quatre cent onze mille voix qui se sont portées sur cette liste. Il me semble que les gens ont voté pour le nom de la liste, "Urgence écologie". Alors, quand je vois sur Wikipédia qu'on me présente comme un homme politique, j'ai franchement envie de tout casser !

*En revanche, prendre le temps de cet échange, c'est faire de la politique.*

D. B. : Oui, mais, comme Philippe, dans une tentative d'influer sur l'évolution de la cité, fût-ce à échelle réduite ; là, je veux bien reconnaître que je fais de la politique. La politique politicienne par contre, pour l'avoir côtoyée – et elle est nécessaire, car être élu, c'est l'être contre d'autres –, c'est tout à fait autre chose.

P. Z. : Je connais également ce monde, je l'ai côtoyé aussi, il m'a toujours passionné. Dans mon adolescence, mon modèle était plutôt Jacques Attali que Sting ou Bono ! J'ai d'ailleurs moi aussi été candidat aux élections cantonales de 1998, dans le département des Hauts-de-Seine. Je partage le constat de Dominique. C'est un monde parfois un peu parallèle, souvent obscur. Ce n'est donc pas de la politique politicienne que je parle.

Mais, lorsque j'entends mes pairs parler de finance durable, je trouve qu'ils sont aussi dans leur monde, dans une bulle. Ils n'intègrent pas suffisamment à leur réflexion la question de savoir ce que l'on veut faire de la société. La politique dont je parle, c'est l'extension du domaine de la lutte. Nous ne pouvons pas nous contenter de discuter entre professionnels de la façon d'utiliser tel ou tel critère environnemental et social pour sélectionner nos investissements, ou quelle méthodologie de mesure de l'empreinte

carbone choisir. Si on ne débat pas du rôle de l'entreprise, de la façon d'y intégrer les objectifs du développement durable, de la manière dont la régulation financière peut changer fondamentalement le fonctionnement des marchés, si on ne parvient pas à "dézoomer" en adoptant une réflexion un peu plus macroéconomique, alors on se concentre sur des microsujets. Et l'on devient des techniciens qui parlent à d'autres techniciens. C'est à mon avis le danger principal de la généralisation de la finance durable que l'on observe aujourd'hui.

*Je vous propose donc de dézoomer ensemble pour mieux comprendre le rôle de la finance dans la crise écologique que nous vivons.*

## 1.

# NAISSANCE ET FONCTIONNEMENT DE LA FINANCE DANS NOS SOCIÉTÉS

*Dans cette première partie, nous allons aborder la finance au sens large, la place qu'elle occupe dans nos sociétés et ce que son omniprésence implique. Commençons par un peu d'histoire : depuis quand parle-t-on d'argent et de finance ?*

P. Z. : Derrière le terme “finance”, je crois qu'il faut distinguer deux choses. D'une part, la finance qui existe depuis quasiment la nuit des temps et qui sert à faire fonctionner l'économie, à permettre des échanges entre humains. Cette fonction-là n'est pas née avec notre monde néolibéral, mais a existé bien avant que l'économie ne devienne mondialisée et hyperfinanciarisée. Les premiers exemples d'outils utilisés pour des transactions entre les êtres humains remontent au Néolithique, à l'époque où l'on utilisait différents artefacts pour faciliter les échanges : d'abord des objets venant de la nature (des coquillages, des pierres), puis des produits issus de fabrication humaine, de l'agriculture, par exemple, du

blé ou de l'orge. Nous avons même retrouvé des couteaux qui servaient de monnaie d'échange. Cette fonction de la finance s'est enrichie ensuite *via* l'essor du commerce. Notamment autour de la Méditerranée, avec la création des lettres de change, des lettres de créance, etc. Cela a permis le développement d'une économie dans un environnement de confiance propre à favoriser le transit des biens et des services. Cette finance existe encore, elle sert à épargner, à investir, à déployer aujourd'hui de l'argent qui produira des effets demain, autrement dit à "transporter" de l'argent dans le temps.

*Mais ensuite est apparu ce que l'on appelle le "monde de la finance" ?*

p.z. : Oui, c'est la seconde facette du mot "finance". Ce qu'il est convenu d'appeler le "monde de la finance" – et qui est très éloigné de la première fonction originelle dont je viens de parler – est apparu au cours des cinquante dernières années, guère plus. C'est celui dont parlait sans doute François Hollande quand il disait que la finance était son ennemie. Il ne pensait certainement pas au billet de banque ou à l'argent, mais plutôt à ce mastodonte, cette hydre qu'est devenu le monde de la finance. Dans la plupart des pays développés où la part de l'industrie n'a cessé de décroître dans la production de richesses, la part de la finance s'est en revanche

accrue, jusqu'à devenir l'un des principaux secteurs de l'économie. Le secteur financier attire les diplômés de l'enseignement supérieur. On y gagne évidemment beaucoup plus d'argent que n'importe où ailleurs. Il devient le symbole de la réussite économique.

Ce système s'est construit à partir de la fin des années 1970 dans le contexte d'un vaste mouvement de libéralisation et de dérégulation de l'économie et des marchés financiers. Cette dérégulation a généré une hypertrophie telle que les banques, les sociétés d'investissement, les *hedge funds*<sup>1</sup>, les fonds de *private equity*<sup>2</sup>, un vaste ensemble d'acteurs publics et privés, se sont mis à fonctionner en vase clos. Il faut comprendre que les principaux clients d'une entreprise financière, ce sont généralement d'autres sociétés financières. Ce métier nouveau, ce marché, génère une énorme création de "valeur", une création de richesses, qui circulent à l'intérieur de la sphère financière. La multiplication d'instruments financiers complexes engendre une activité dans les banques qui dépasse largement la valeur des activités économiques sous-jacentes. Ce qui s'est passé pendant la crise des subprimes illustre cela très bien : à partir de simples prêts

1. Fonds spéculatifs qui procèdent en faisant des arbitrages entre divers actifs et en utilisant l'effet de levier.
2. Investissement dans des entreprises non cotées en Bourse.

immobiliers à des particuliers, les banques ont développé des instruments de titrisation, puis elles ont découpé ces créances en morceaux, puis ces titres ont donné lieu à de la spéculation, des fonds d'investissement spécialisés ont été créés pour investir dans ces créances, etc. En dernier ressort, ces simples prêts immobiliers qui auraient pu rester sagement dans le bilan des banques ont formé un immense marché qui s'est finalement écroulé.

La sphère financière a ainsi pris une place considérable au sein de certaines économies. Au Royaume-Uni par exemple, la finance et la City sont devenues gigantesques et incontournables. Sans parler de la Suisse, évidemment, cher Dominique. C'est cette hypertrophie du monde de la finance que nous devons questionner, mais je ne crois pas que cela remette en cause le rôle nécessaire de la finance dans la société, et on le verra plus tard, son rôle majeur dans la résolution des défis de notre temps.

D. B. : J'aimerais nuancer légèrement ce que vient de dire Philippe. Je crois qu'il faut vraiment bien distinguer les échanges des mots et des biens, qui fondent toutes les sociétés depuis toujours, des échanges monétaires ; ces derniers n'apparaissent en revanche que relativement tardivement. La monnaie est un substitut à la richesse matérielle, elle élargit le domaine des échanges et constitue une unité de compte qui

permet d'évaluer les biens échangés et même de thésauriser à l'infini. Beaucoup de sociétés ont existé sans monnaie, notamment au Paléolithique et durant les premiers millénaires du Néolithique. Celles qui ont vu naître l'argent ont préservé la mémoire au long cours de cet avènement. C'est une invention qui a secoué les sociétés, une forme de traumatisme, comme nous pouvons le voir dans la Bible et dans la culture grecque classique.

L'argent qui corrompt est un thème biblique récurrent. Et nous retrouvons la même chose en Grèce : la capacité de thésauriser sans fin que permet l'argent y apparaît comme un scandale ontologique. J'y reviendrai. Quand l'argent, au sens propre du terme, apparaît, cela crée vraiment une forme de trauma dans les sociétés. C'est important pour moi de le rappeler parce que nous sommes aujourd'hui à un moment tellement particulier de l'histoire que nous ne pouvons pas exclure une dégringolade gigantesque.

P. Z. : Tu veux dire qu'on pourrait redémarrer sans l'argent ?

D. B. : Va savoir ! Je n'en sais rien, mon cher Philippe. Mais ce que je sais, c'est que notre civilisation, peu ou prou à l'échelle planétaire, peut s'effondrer. Il faut donc rester ouvert à la possibilité d'un redémarrage relatif de l'aventure humaine. L'idée de menaces pesant sur le devenir

de l'espèce est désormais présente dans la littérature scientifique. Même si les experts l'ont modélisée, l'évolution du climat, sans évoquer les autres paramètres des limites planétaires, peut nous surprendre. Ce fut le cas des événements climatiques extrêmes dans les pays du Nord durant l'été 2022. Leurs interactions et les réactions des diverses sociétés humaines rendent le futur réellement imprévisible.

Mais pour le moment, retenons que l'avènement de l'argent au sein des sociétés n'a pas été sans conséquence...

*Oui, et revenons à l'Antiquité si tu le veux bien : comment les penseurs grecs ont-ils envisagé les échanges commerciaux ?*

D. B. : Selon Aristote, le premier philosophe de l'économie, au IV<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ, la chose est très simple : un boulanger ne chausse pas ses baguettes et un cordonnier ne mange pas ses chaussures. Dans ces conditions, l'argent est très pratique et n'est qu'un moyen qui facilite l'échange et permet d'acquérir ce qu'on ne produit pas. L'échange économique renvoie à des besoins naturellement délimités, finis. Même le boulanger ne s'empiffre pas de milliers de baguettes, pas plus que le cordonnier ne se réserve des milliers de chaussures. Il en va tout autrement de l'"échange chrématistique" (de *chremata*, les "richesses"), comme l'appelle Aristote, qui a

pour seul but l'accumulation d'argent sans aucune limite : c'est bien là que réside le scandale selon lui. L'argent n'est plus un moyen, mais la finalité de l'échange. Le marchand achète un bien, non pour le consommer, mais pour le revendre et accroître ainsi son capital initial. Et ce, indéfiniment.

La caractéristique de toute chose est d'avoir des limites. Un *être* est *un* être qui se définit par ses contours, des limites. À l'inverse, la chrématistique fait référence à l'*apeiron*, à la privation de limites, et par conséquent à l'*hubris*, à la démesure, qui représente un danger pour la Cité. Rappelons que, contrairement à la théologie chrétienne qui a construit la notion positive d'infini, les Grecs ne disposaient que de la notion d'*apeiron*, qui renvoie à l'indéfini. L'argent nous fait donc entrer dans l'indéfini, la démesure... c'est-à-dire le mal. Inutile de rappeler tous les liens qui unissent ces notions entre elles. Le mal est lié au non-être pour les Grecs : l'être et le bien sont fondamentalement solidaires ; le mal n'est pas une anti-réalité, un principe opposé, mais un défaut d'être, qui se rapporte à l'absence de contours et de limites. Il y a ainsi un scandale ontologique dans l'argent, d'où découlera l'interdiction du prêt à intérêt par l'Église catholique.

p. z. : Et la critique marxiste du capitalisme...

D. B. : La chrématistique permet d'accumuler sans limites, sans aucune borne. Je ne suis pas du tout marxiste, mais Marx a remarqué ce premier saut quantique effectué par la modernité. Honnie des Grecs, la mauvaise chrématistique, l'accumulation sans fin, est progressivement devenue le fondement et le cœur d'un système nouveau, qu'on appelle le "capitalisme". Personnellement, je n'aime pas trop ce mot-là, qui conduit à une simplification excessive. Nous sommes dans une histoire beaucoup plus longue que la seule accumulation effective du capital. Nous voyons bien qu'il y a des aspects ontologiques et métaphysiques, des aspects moraux, et un aspect proprement économique qu'on appelle le "capitalisme". Ce qui caractérise la modernité, c'est la volonté de dépasser les limites qu'on s'est données dans tous les domaines. Dans *La Nouvelle Atlantide* de Francis Bacon, c'est très clairement illustré par la fameuse maison des Sages de Salomon, une espèce de CNRS avant la lettre.

*Quelle est l'histoire de la maison de Salomon ?*

D. B. : Francis Bacon est un penseur du XVII<sup>e</sup> siècle qui, avec Descartes, peut être considéré comme l'autre fondateur de la modernité, d'un point de vue philosophique. Il imagine un bateau pris dans une tempête qui s'échoue sur l'île de Bensalem, la nouvelle Atlantide, où les habitants ont appliqué sa méthode (Bacon est quelqu'un de